



Tableau de Bord Conjoncturel en Seine-Saint-Denis

JUIN 2005

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ; le Conseil Général de Seine-Saint-Denis ; la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ; la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ; la Banque de France ; la Trésorerie Générale de Seine-Saint-Denis ; le Comité Départemental de Tourisme 93 ; Les ASSEDIC de l'Est Francilien ; la Direction Départementale des Services Fiscaux 93 ; la Direction Départementale de l'Équipement ; la Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 ; le Tribunal de Commerce de Seine-Saint-Denis ; la Direction Régionale des Douanes de Paris-Est ; l'ANPE 93 et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier de la conjoncture en premier lieu, et l'examen plus structuré par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un tableau de bord conjoncturel de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs à l'emploi, les ménages, l'habitat, le tourisme, l'immobilier, la vie de l'entreprise, les services, l'attractivité et l'image de la Seine-Saint-Denis.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.pref93.pref.gouv.fr
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.com
- Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cm-93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com



SOMMAIRE

I) LES MENAGES

A) La consommation des ménages

<input type="checkbox"/> Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts.....	P 6
--	-----

B) L'investissement des ménages

<input type="checkbox"/> Immatriculations de véhicules particuliers.....	P 7
<input type="checkbox"/> Crédit à l'habitat.....	P 7
<input type="checkbox"/> Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m ²	P 8
<input type="checkbox"/> Le volume de la construction des logements neufs.....	P 9

II) LA VIE DE L'ENTREPRISE

A) Démographie d'entreprise

<input type="checkbox"/> Mouvements (créations, radiations) des entreprises.....	P 11
<input type="checkbox"/> Mouvements (créations par branche) de l'artisanat.....	P 12

B) Activité des entreprises

<input type="checkbox"/> Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks.....	P 13
<input type="checkbox"/> Le commerce extérieur (= demande extérieure).....	P 14
<input type="checkbox"/> La taxe sur la valeur ajoutée.....	P 15

C) Niveau de l'investissement

<input type="checkbox"/> Construction des locaux d'activités.....	P 16
<input type="checkbox"/> Immatriculations de véhicules utilitaires.....	P 17
<input type="checkbox"/> Crédits aux entreprises.....	P 17



SOMMAIRE (suite)

III) LES SERVICES

<input type="checkbox"/> Hôtellerie (taux d'occupation).....	P 19
<input type="checkbox"/> Transports (données qualitatives).....	P 20

IV) INDICATEURS D'ATTRACTIVITE, D'IMAGE

<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Stade de France.....	P 22
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace.....	P 22
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis.....	P 22
<input type="checkbox"/> Transferts des sièges sociaux.....	P 23
<input type="checkbox"/> Image de la Seine-Saint-Denis (selon les entreprises implantées sur le département)..	P 24

V) L'EMPLOI

A) Le marché du travail

<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM).....	P 27
<input type="checkbox"/> Le taux d'évolution des DEFM sur un an.....	P 27
<input type="checkbox"/> Les offres d'emplois enregistrées en fin de mois.....	P 28
<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois enregistrées.....	P 29
<input type="checkbox"/> Le nombre de RMIstes.....	P 29
<input type="checkbox"/> Les taux de chômage.....	P 30

B) Le marché de l'emploi

<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre.....	P 31
<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés.....	P 31
<input type="checkbox"/> Les déclarations uniques d'embauches.....	P 32

Note méthodologique	P 33
----------------------------------	------

Contacts	P 36
-----------------------	------

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est



LES MENAGES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est

LES MENAGES : La consommation des ménages

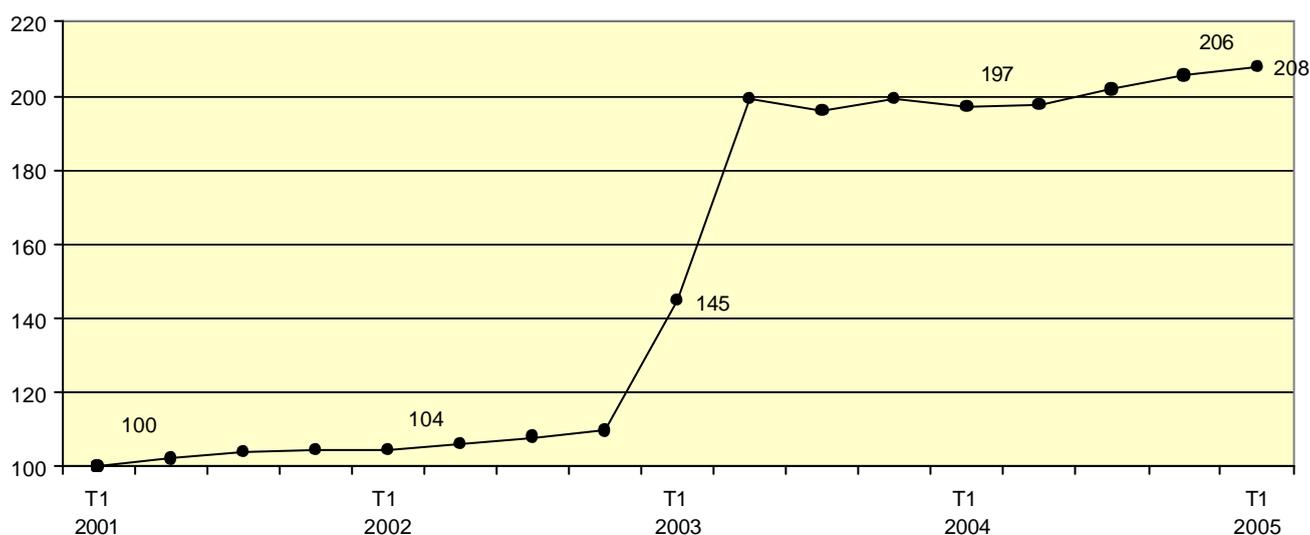
Crédits à la consommation

Alors qu'il était resté stable en 2003, le volume global des crédits à la consommation a sensiblement augmenté, + 4,4 %, au cours de l'année 2004.

Cette évolution est liée à la forte hausse, + 20 %, des prêts personnels accordés aux particuliers du nord du département. Il est en effet à noter qu'ils sont, pour la même période, en baisse de 4 % dans le sud de la Seine-Saint-Denis. De fait, la situation financière des particuliers reste fragile et les concours accordés adossés à l'acquisition de biens sont donc privilégiés aux ouvertures de crédits permanents.

L'endettement des ménages et les difficultés de paiement sont également perceptibles au vu de l'explosion (+ 45 %) des prêts consentis par les établissements financiers spécialisés dans les crédits à la consommation. Toutefois, là encore, la situation est très contrastée entre les 2 zones géographiques étudiées (+ 22 % au nord du département, + 67 % au sud).

SEINE SAINT DENIS
EVOLUTION CREDITS A LA CONSOMMATION
(base 100 - 1er trimestre 2001)



Source : Banque de France

LES MENAGES : l'investissement des ménages (1)

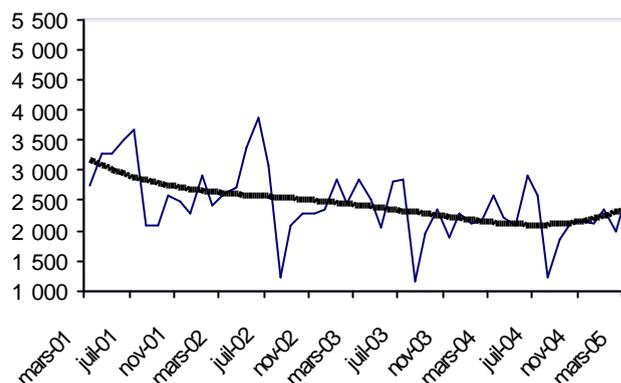
Immatriculations de véhicules particuliers neufs

En Seine-Saint-Denis, le marché des véhicules particuliers neufs a atteint le nombre d'immatriculations le plus bas depuis 6 ans (26 154 immatriculations fin 2004 contre 33 955 fin 1999).

En décembre 2004, il est en retrait de 6,7 % par rapport à décembre 2003 où le nombre d'immatriculations atteignait 28 044. Bien que similaire à celui de l'Ile-de-France (- 6,6 %), le marché est plus marqué qu'au niveau national qui progresse lui de 7,1 %.

Toutefois, au cours du 1^{er} trimestre 2005, on note une légère hausse du marché séquan-dyonisien par rapport à la même période en 2003 (7 001 véhicules neufs immatriculés fin mars 2005 contre 6 847 fin mars 2004). Cette tendance est également confirmée par l'échelle régionale et nationale.

VEHICULES PARTICULIERS



Source : DRE et Préfecture 93

Crédits à l'habitat

La valeur des encours des crédits à l'habitat consentis aux particuliers connaît une croissance spectaculaire continue. Elle a, en 4 ans, augmenté de plus de 70 % et de 16 % sur la seule année 2004.

Il est vrai que ce type de prêt est favorisé par l'ensemble des établissements de crédit car il présente selon eux 2 atouts majeurs :

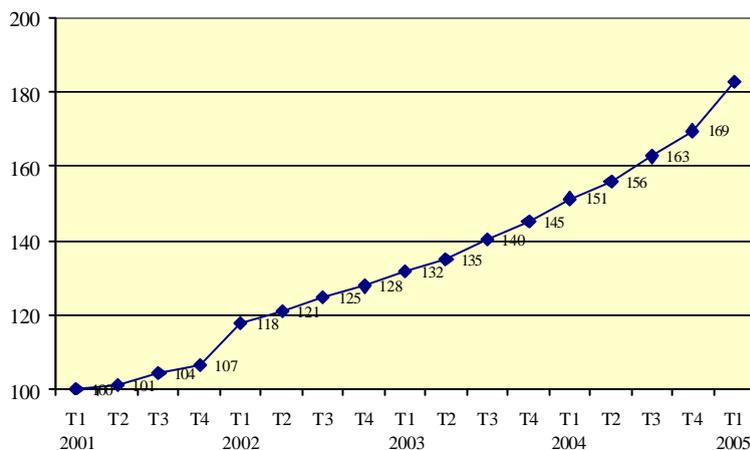
- le risque est moindre car adossé à un bien dont la valeur ne se déprécie pas,
- la relation à long terme ainsi nouée avec le client représente le vecteur par excellence d'une fidélisation qui permettra des offres de service ultérieures au bénéfice de personnes dont la situation financière sera déjà bien appréhendée.

En outre, pour les particuliers, dont l'acquisition de la résidence principale reste l'investissement privilégié, la conjoncture actuelle est favorable :

- le taux des prêts immobiliers est à un niveau historiquement bas,
- de nombreux programmes de qualité sont en cours notamment sur la zone de la Plaine Saint-Denis.

Ce dernier élément se vérifie concrètement puisque le volume des prêts à l'habitat est en hausse de près de 50 % sur la partie nord du département et en baisse de presque 14 % dans le sud.

SEINE SAINT DENIS
EVOLUTION DES CREDITS A L'HABITAT
(base 100 - 1er trimestre 2001)



Source : Banque de France

LES MENAGES : l'investissement des ménages (2)

Marché des logements collectifs neufs (promotion privée)

En Seine-Saint-Denis, après un premier trimestre 2004 record (avec plus de 900 ventes), sur la lancée du second semestre 2003, les ventes d'appartements neufs se sont ensuite ralenties, pour se stabiliser au dernier trimestre à environ 600 ventes, alors que l'on assiste sur la plupart des autres départements de l'Ile de France à une reprise des ventes en fin d'année. Sur l'ensemble de l'année 2004, plus de 2 800 appartements auront cependant été vendus dans le département, améliorant de plus de 7 % le bon niveau de 2003. Le stock d'appartements en fin d'année (environ 900) ne représente que quatre mois de délai d'écoulement.

La part de la Seine-Saint-Denis se maintient à environ 15 % du marché régional. Tandis que la part du marché parisien des appartements neufs tombe à moins de 5 %, celle des Hauts de Seine se maintient à plus de 22 % et celles des départements de grande couronne progresse de 45 à 47 %.

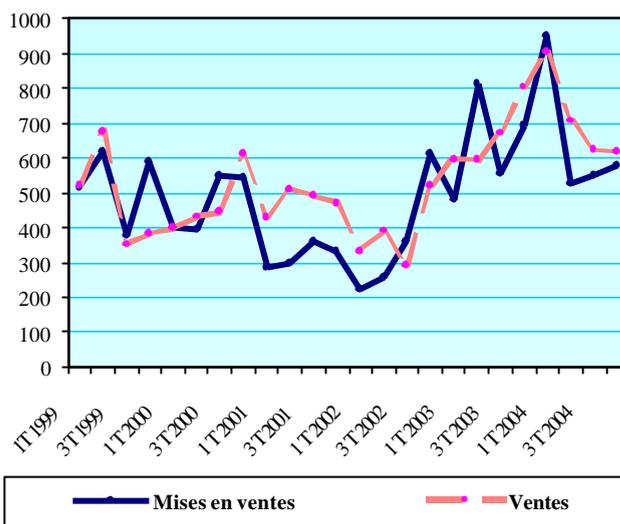
Une dizaine de communes du département concentre les 3/4 des ventes réalisées en 2004. La nouvelle répartition géographique du marché, constatée en 2003, se confirme. Les communes où le développement de la production privée est récent ont réalisé le plus grand nombre de ventes : Saint-Denis, Aubervilliers, Bobigny, Saint-Ouen représentent à elles seules la moitié des ventes de l'année. Ailleurs, la dynamique du marché est liée avant tout aux possibilités de développement d'une offre nouvelle : Pantin, Montreuil et les Lilas en première couronne, Le Bourget, Dugny et Bondy en seconde périphérie puis Gagny, Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand sur le secteur sud-est.

Prix de vente moyen des logements collectifs neufs (promotion privée)

Après une stabilisation au cours des trois premiers trimestres de l'année 2004, le prix moyen des appartements neufs vendus en Seine-Saint-Denis a marqué une nouvelle progression au dernier trimestre : il atteint 2 816 Euros /m², soit une hausse de l'ordre de 6 % par rapport au 3^{ème} trimestre. Le prix moyen s'est accru de plus de 13 % en un an et de plus de 21 % depuis début 2003.

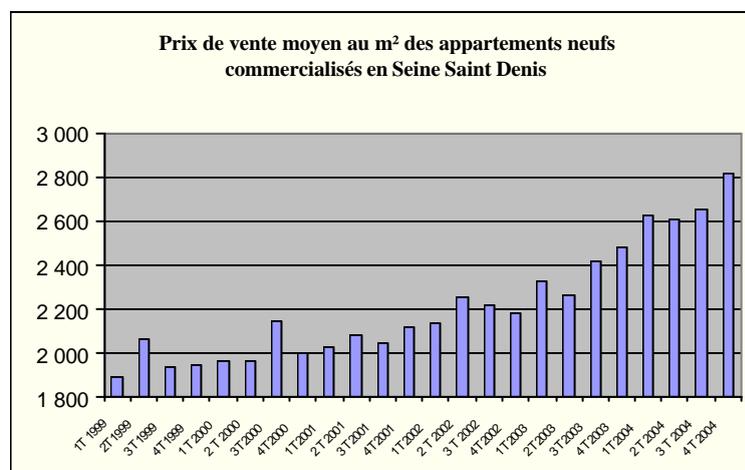
Fin 2004, la Seine-Saint-Denis reste le département de la petite couronne où le prix moyen est le moins élevé. Si l'écart avec les Hauts de Seine s'est accentué (le prix moyen des appartements neufs y atteint 4 456 Euros/m², en progression de plus de 18 % sur un an), le différentiel avec le Val de Marne tend plutôt à s'atténuer (le prix moyen, 3 193 Euros/m² à fin 2004 a connu une hausse plus modérée, de l'ordre de 8 %).

Nombre d'appartements neufs commercialisés en 2005



Source : DDE / ENCL (données trimestrielles)

Prix de vente moyen au m² des appartements neufs commercialisés en Seine Saint Denis



Source : DDE / ENCL

LES MENAGES : l'investissement des ménages (3)

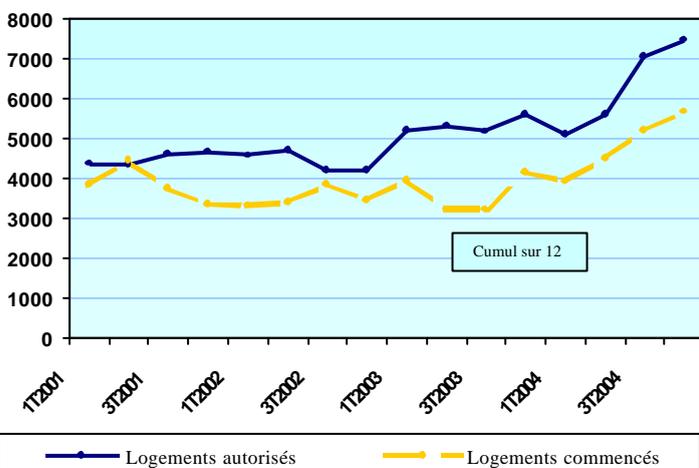
Le volume de construction des logements neufs

2004 a été une excellente année pour la production des logements neufs en Seine-Saint-Denis, aussi bien pour les mises en chantier (près de 5 700 logements commencés, soit + 37 % d'augmentation en un an) que pour les autorisations de construire (près de 7 500 logements autorisés, soit une progression de 33 %).

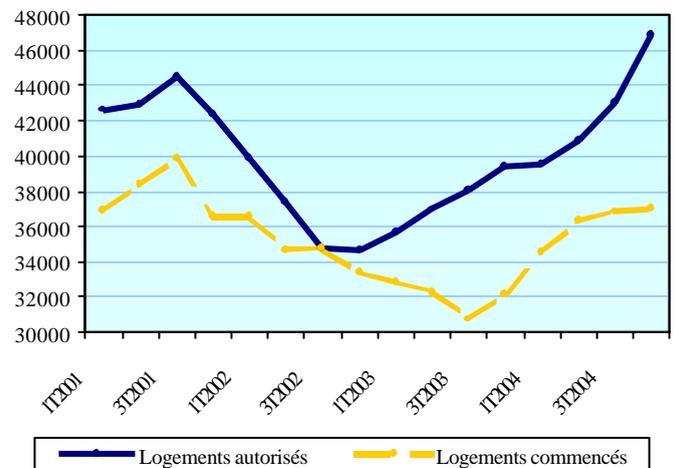
Cette dynamique se situe dans un contexte régional également marqué par la croissance, bien que celle-ci soit plus modérée : 37 000 logements commencés (soit + 15 % de progression en un an) et 47 000 logements autorisés (+19 %). Après une quinzaine d'années caractérisées par un retard de construction important, la Seine-Saint-Denis amorce un rattrapage de la situation et représente en 2004 plus de 15 % de la construction de logements en Ile de France (contre seulement 10 % en moyenne sur

Au sein du département, en 2003, six communes comptaient plus de 200 logements autorisés dans l'année. En 2004, on en dénombre seize : Saint-Denis vient très largement en tête avec plus de 1 200 logements, puis Montreuil, Le Bourget, Aubervilliers, Saint-Ouen, Bobigny avec chacune de 400 à 500 logements autorisés.

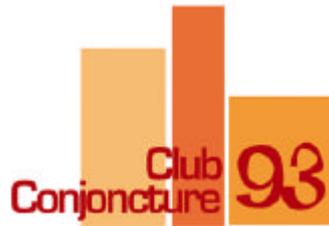
Nombre de logements totaux
en Seine -Saint-Denis



Nombre de logements totaux
en Ile -de-France



Source : Sitadel (DREIF) / DDE



LA VIE DE L'ENTREPRISE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (1)

Evolution des enregistrements au registre des Commerces et des Sociétés pour la période du 1^{er} janvier au 30 décembre 2004 :

- Sur 2 689 immatriculations, 1 937 concernent des personnes morales, soit 72 %
- **Les immatriculations des sociétés civiles au premier trimestre 2005 ont baissé très fortement.** De nombreux rejets ont été enregistrés dès l'enregistrement. Ces rejets sont consécutifs de la récente Loi qui implique la déclaration des identités des associés qui composent notamment les sociétés civiles immobilières.
- Les immatriculations des personnes morales sont toujours en progression. Le greffe devrait atteindre 7 500 nouvelles immatriculations à fin décembre 2005.
- Le nombre de dépôts des comptes annuels n'est pas significatif au 1^{er} trimestre, les relances n'ont pas encore été expédiées.

			Année 2003	Année 2004	1 ^{er} trimestre 2005
Immatriculations	A	Pers. Physiques	1 636	1 668	397
	B	Pers. Morales	5 665	6 404	1 937
	C	G.I.E	17	18	3
	D	S.C.I	1 469	1 544	352
Total			8 787	9 634	2 689
Modifications			13 288	13 727	3 874
Radiations			7 338	6 477	1 602
Comptes annuels			18 874	16 727	2 128

Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Bobigny

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (2)

Evolution des enregistrements au Répertoire des Métiers

Au cours du deuxième semestre 2004, 3 817 formalités ont été enregistrées contre 3 065 en 2003 pour la même période, soit 24,5% d'augmentation. Sur l'année, l'augmentation aura été de près de 15% soit 7 947 formalités en 2004 pour 6 912 en 2003. La répartition dans le choix des formes d'entreprise se fait toujours au profit des sociétés qui représentent une moyenne de près de 60%. Ce chiffre correspond à une réalité qui se retrouve en Ile-de-France. Il semble qu'en province le choix porte encore majoritairement sur la forme individuelle dans les mêmes proportions. Les radiations ont dépassé les immatriculations au second semestre 2004 pour une raison purement conjoncturelle liée à la préparation des élections 2004 et la mise à jour du Répertoire des Métiers.

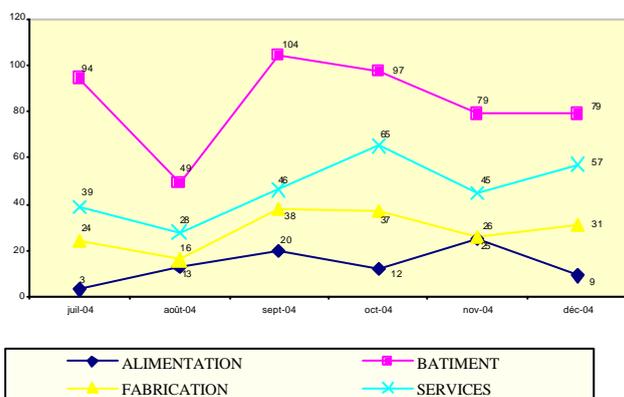
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité

En fonction du travail préparatoire lié aux élections 2004, les radiations sont supérieures au second semestre 2004. Le pic de radiations se situe en août 2004, et représente les radiations d'office effectuées par la Chambre suite à un travail de vérification du fichier.

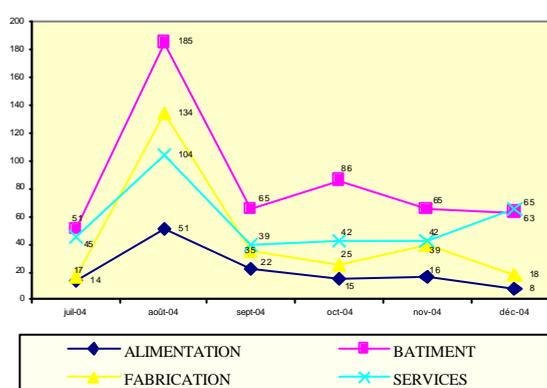
Elargissement économique

Compte tenu de l'élargissement économique de l'Union Européenne, une analyse des immatriculations a été opérée en 2004 par catégorie d'activité et par nationalité.

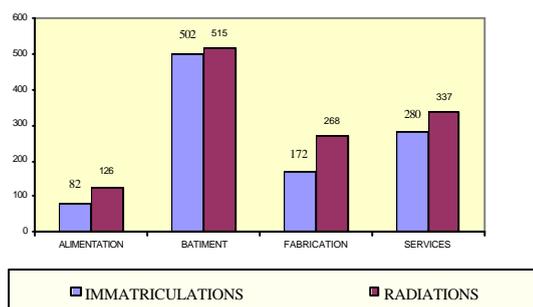
IMMATRICULATIONS DU 2E SEMESTRE 2004
PAR MOIS ET PAR CATEGORIE



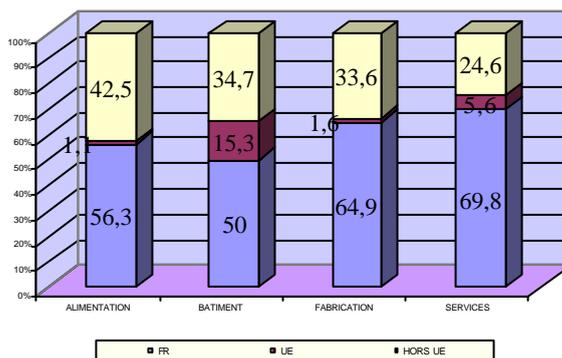
RADIATIONS DU 2E SEMESTRE 2004
PAR MOIS ET PAR CATEGORIE



IMMATRICULATIONS ET RADIATIONS DU 2E SEMESTRE 2004
PAR CATEGORIE



IMMATRICULATIONS 2004 PAR CATEGORIE ET PAR NATIONALITE



LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (1)

L'évolution des carnets de commandes et des stocks dans l'industrie

(octobre 2004 – mars 2005)

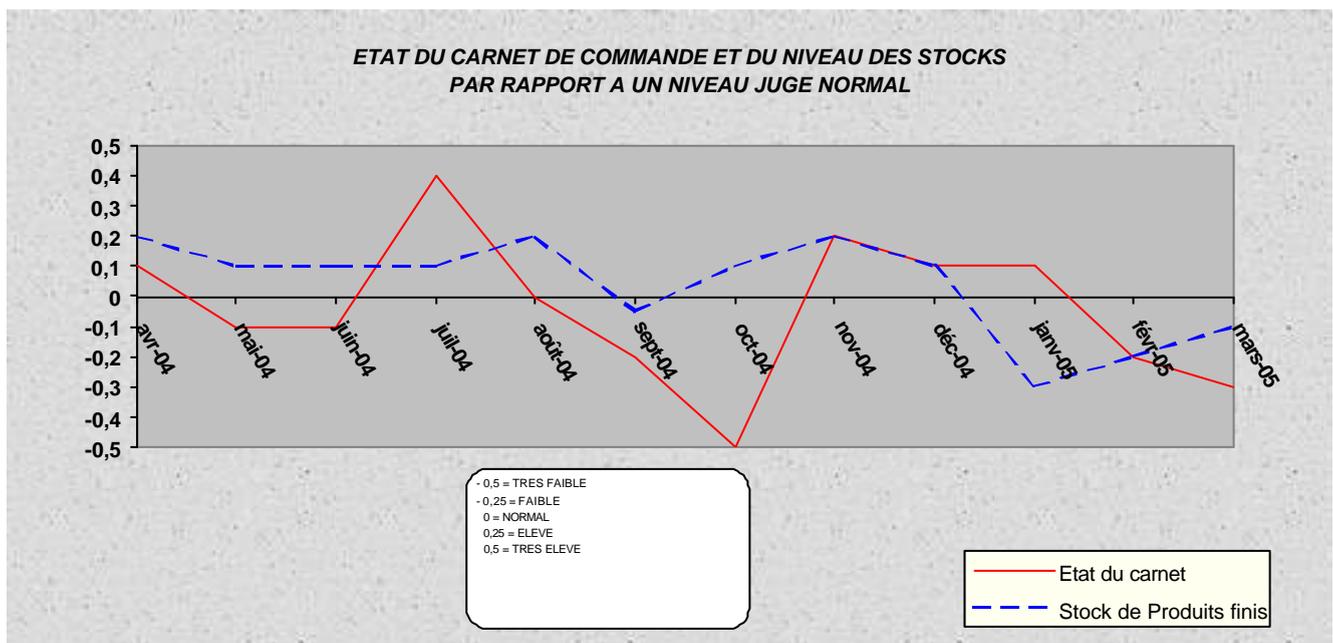
Les carnets de commandes bien garnis au cours de la fin du 4^e trimestre 2004 ont bénéficié d'un climat d'affaires favorable à l'approche des fêtes de fin d'année. Les secteurs les plus favorisés par cette dynamique ont été l'industrie agro-alimentaire, avec une part prépondérante des fabricants de produits bio et de luxe, et des industriels des biens de consommation. Géographiquement, les zones les plus demandeuses étaient l'Asie et le Pacifique, avec un repli de la demande européenne, notamment l'Allemagne.

Le gonflement des stocks ayant été anticipé peu avant cette période afin de répondre favorablement et dans les plus brefs délais à la demande des clients, la production n'a pas forcément suivi une tendance à la hausse, du moins pas dans les mêmes proportions que la demande.

Au cours du 1^{er} trimestre, les livraisons massives de fin d'année ont fait fondre les stocks de produits finis, contrairement aux stocks de matières premières en hausse en raison de craintes de pénurie ou de poussées inflationnistes sur certaines matières (acier, dérivés du pétrole)

L'industrie agro-alimentaire est le secteur qui a logiquement connu le déstockage le plus massif après les fêtes de fin d'année, mais les fabricants de biens d'équipement étaient dans la même situation mais pas pour les mêmes raisons. En effet, les livraisons qui honoraient les commandes de décembre et janvier se terminaient alors que les commandes n'arrivaient plus en février, ce qui a entraîné un fort ralentissement de la production et par conséquent un déstockage brutal.

L'évolution prévue pour les prochains mois reste contrastée, avec une demande soutenue pour le secteur de l'industrie agro-alimentaire, qui a reconstitué ses stocks en avril, et une situation préoccupante chez les fabricants de biens de consommation, pénalisés par une demande atone des ménages français, qui devraient poursuivre leur déstockage par le biais d'un ralentissement de la production.



Source : Banque de France / Industrie

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (2)

Le commerce extérieur en Seine-Saint-Denis

Approche globale

Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent en 2004 10,7% des exportations de la région Ile-de-France

Les importations de la Seine-Saint-Denis représentent 9,1% de l'Ile-de-France

Approche sectorielle

Le secteur porteur de la Seine-Saint-Denis reste encore cette année « les produits de l'industrie automobile », avec un solde positif de 2309 millions d'euros (contre 754 millions d'euros en 2003), soit une progression de 202% principalement due à une relance de l'exportation à partir du 2^{ème} trimestre 2004.

Les secteurs des « produits des industries agricoles » (+ 31 millions par rapport à 2003) et « biens d'équipement » (+188 millions par rapport à 2003) entament une légère progression, même s'ils affichent un solde toujours négatif.

Approche géographique

Le principal partenaire de la Seine-Saint-Denis reste l'Europe (63,13% des importations et 57,50% des exportations).

Les principaux partenaires à l'exportation sont les Etats-Unis avec une reprise significative au 4^{ème} trimestre (+27 millions par rapport au 3^{ème} trimestre) pour un total annuel en 2004 de 305 millions, le Japon (206 millions) et l'Algérie (149 millions).

A l'importation, la Chine se démarque passant en 2^{ème} position avec 829 millions d'euros.

En ce qui concerne l'Union Européenne, l'Espagne (823 millions) et l'Italie (800 millions) deviennent en 2004 les principaux partenaires à l'exportation devant le Royaume Uni (713 millions d'euros).

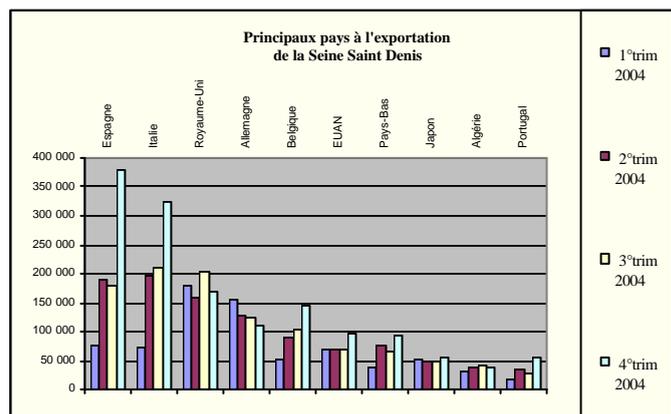
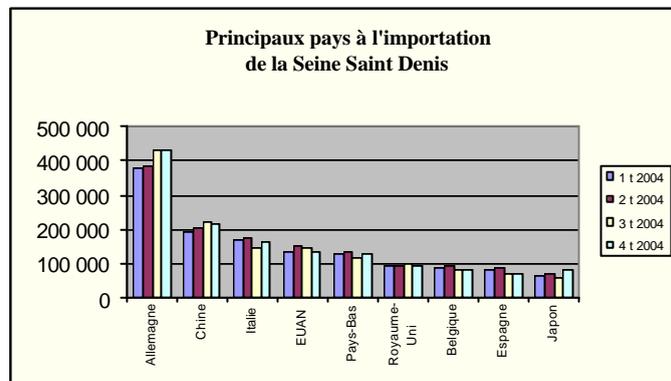
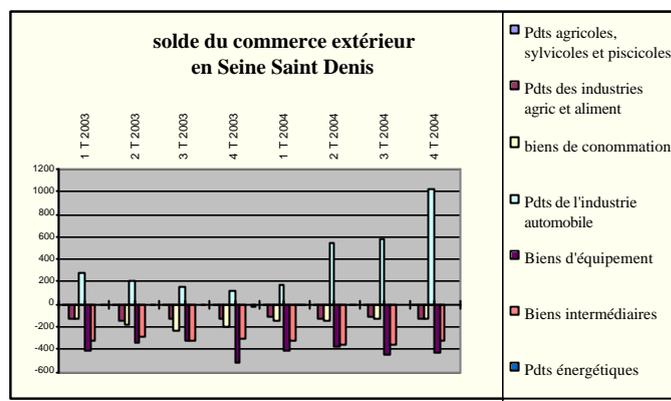
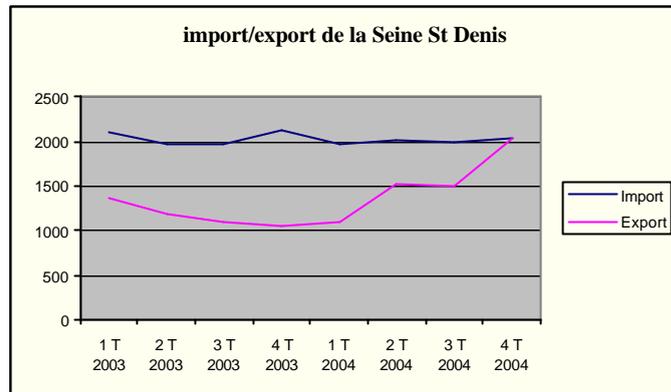
A l'importation, les principaux partenaires européens restent l'Allemagne (1625 millions d'euros), l'Italie (651 millions d'euros), les Pays-Bas (508 millions d'euros)

A noter, que **d'une manière générale les échanges sont en progression avec une augmentation du solde de 1604 millions d'euros.**

Les statistiques s'entendent département de départ ou de destination des marchandises

Commerce Extérieur

Source : MINEFI



LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (3)

La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en Seine - Saint-Denis

Chiffre d'affaires :

Ce sont les secteurs du commerce (41 %) , des transports (17,44 %) et des services aux entreprises (10,92 %) qui génèrent le plus de chiffre d'affaires en Seine -Saint-Denis pour l'année 2004.

Par ailleurs, le secteur automobile représente 4,07 % de ce même chiffre d'affaires.

TVA nette due :

Ainsi le secteur du commerce génère 42,93 % de la TVA nette due pour l'année 2004, celui des transports 3,83 %, celui des services aux entreprises 18,18 %.

Le secteur automobile représente seulement 0,76 % de la TVA due.

Il convient de remarquer que, malgré un chiffre d'affaires 2004 représentant 4.36 % du total 2004, les activités financières génèrent 11,05 % de la TVA nette due.

TVA - Chiffre d'affaires

	2002 / 2003	2003 / 2004
Evolution	+ 0,89 %	+ 3,57 %

TVA Brute totale

	2002 / 2003	2003 / 2004
Evolution	+ 2,16 %	+ 3,90 %

TVA déductible sur immobilisations

	2002 / 2003	2003 / 2004
Evolution	+ 20,86 %	- 9,23 %

TVA nette due

	2002 / 2003	2003 / 2004
Evolution	+ 3,63 %	+ 4,54 %

SYNTHESE.

	Chiffre d'affaires	TVA Brute (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette due
2002	97,05	13,81	0,89	4,15
2003	97,91	14,11	1,08	4,26
2004	101,41	14,66	0,97	4,45
JANVIER 2005	9,5	1,41	0,07	0,45

En milliards d'Euros.

L'augmentation de la TVA nette due constitue, généralement, un signe favorable en terme de conjoncture économique.

Il convient toutefois de noter que l'évolution des recettes de TVA peut être affectée par des opérations exceptionnelles d'investissements, souvent réalisées par des entreprises importantes, qui aboutissent à une minoration de la TVA nette due.

Par ailleurs, le montant de TVA nette due ne tient pas compte des exportations, par principe exonérées, qui participent notablement à l'activité économique de certains secteurs.

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (1)

Construction des locaux d'activités

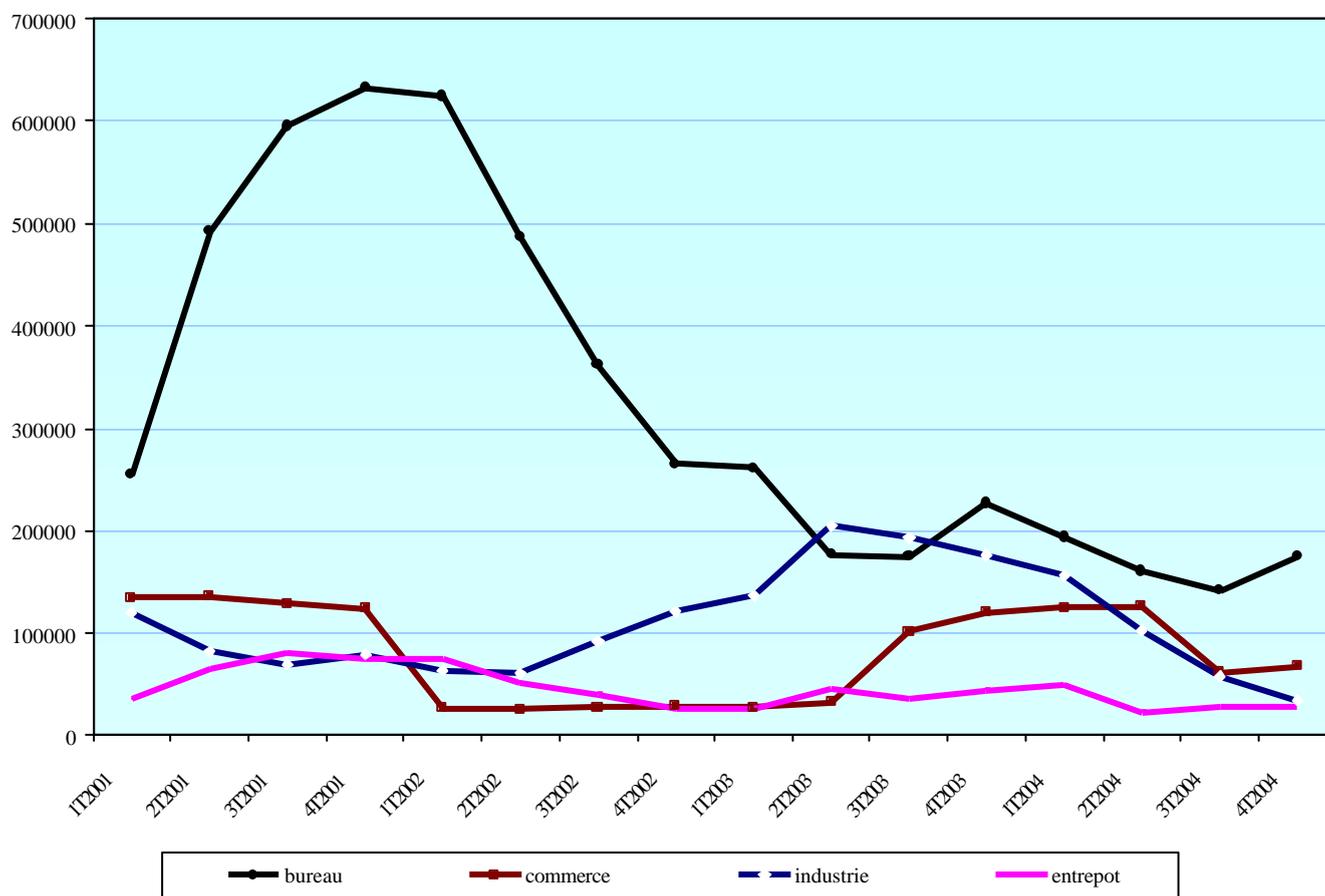
En 2004, l'évolution de la construction des locaux d'activités en Seine-Saint-Denis a suivi la même tendance que la moyenne régionale, mais avec une amplitude accentuée : par rapport à l'année précédente, les mises en chantier se sont redressées (+84 % dans le département, contre +12 % en Ile de France), pour atteindre près de 400 000 m², soit 16 % de la production régionale, tandis que les autorisations de construire ont enregistré un net recul (-46 % en Seine-Saint-Denis contre -12 % pour la région), ne représentant que 11 % de la part régionale, contre 18 % en 2003.

Les bureaux, avec environ 175 000 m² autorisés en 2004, soit -20 % en un an, sont moins affectés par le recul des projets que les locaux industriels, les entrepôts ou les locaux commerciaux qui enregistrent entre 40 et 80 % de baisse de leurs surfaces autorisées. Cette situation laisse présager une baisse sensible des mises en chantier pour ce type de locaux en 2005, alors que l'année 2004 a, au contraire, été marquée par un regain de dynamisme de la construction des locaux industriels et des locaux commerciaux. Les mises en chantier de bureaux ont été en 2004 de l'ordre de 160 000 m², soit un quasi doublement des surfaces par rapport à l'année précédente.

En Ile de France, seul le département des Hauts de Seine se démarque par un regain de dynamisme de la production de bureaux, tant au niveau des autorisations de construire que des mises en chantier (respectivement 47 % et 38 % de la production régionale).

Source : Sitadel (DREIF) / DDE – Données cumulées sur 12 mois

SHON autorisées en milliers de m²



LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)

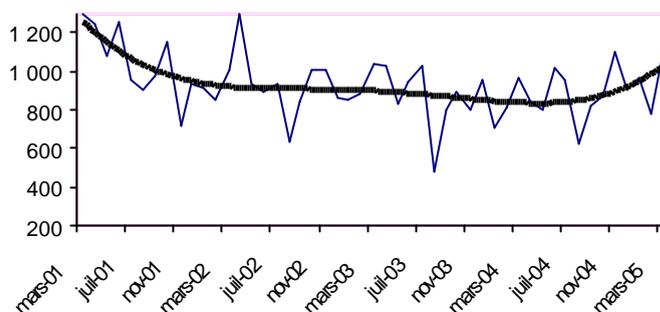
Véhicules utilitaires

Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs a continué de chuter en Seine-Saint-Denis en 2004 (10 437 véhicules immatriculés fin 2004 contre 10 511 fin 2003).

En 2004, le marché séquan-dyonisien est resté en léger retrait (- 0,7 %) par rapport à l'échelle régionale et nationale qui elles ont progressées respectivement de 2,1 % et 6,5 % par rapport à 2003 sans pour autant atteindre les chiffres de 2001.

Toutefois, au cours du 1^{er} trimestre 2005, le département de la Seine-Saint-Denis a noté une légère hausse (2 848 véhicules immatriculés) par rapport aux 1^{ers} trimestres 2004 (2 483), 2003 (2 761) et 2002 (2 778). Cette augmentation est également constatée aux niveaux régional et national.

VEHICULES UTILITAIRES



Source : Préfecture 93 / Direction régionale de l'Équipement

Crédits à l'équipement des entreprises

Le volume des crédits à l'équipement a fortement chuté, -11 %, au cours du second semestre 2004, sous l'effet conjugué de 3 phénomènes distincts :

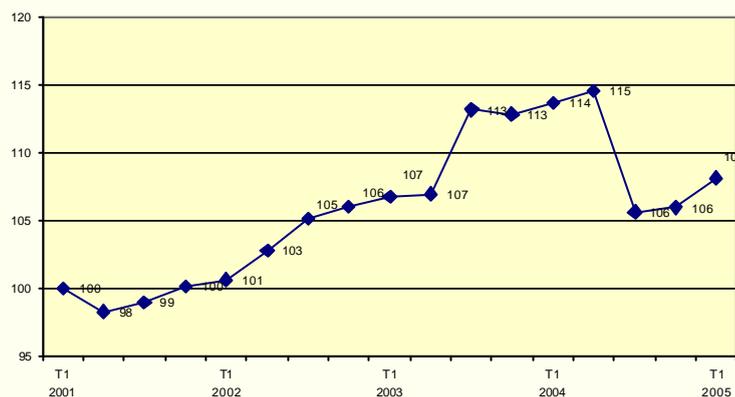
- la conjoncture n'a pas révélé de signes de reprise forts,

- la trésorerie des entreprises restant tendue, ces dernières ont privilégié le recours à des facilités de caisse et à des crédits court terme, du type affacturage. De fait, les programmes d'investissement de qualité présentés aux établissements de crédit se sont avérés peu nombreux,

- la décision prise par les banques de diminuer le montant des délégations accordées aux agences et de regrouper les décideurs dans des centres d'affaires spécialisés situés principalement à Paris et dans le quartier de la Défense.

Ainsi, le total des encours des crédits à l'équipement, bien qu'il soit presque revenu au niveau de celui du début de l'année 2001, ne permet aucune conclusion quant à l'évolution du volume des investissements accordés aux entreprises du département.

SEINE SAINT DENIS
EVOLUTION CREDITS A L'EQUIPEMENT
(base 100 - 1er trimestre 2001)



Source : Banque de France



LES SERVICES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est

LES SERVICES : L'hôtellerie

En Seine-Saint-Denis, l'hôtellerie de tourisme compte, fin 2004, 116 hôtels et 13005 chambres.

L'analyse qui suit porte sur 87 hôtels (dont les 4 étoiles de la plate-forme de Roissy) et 12 859 chambres répartis de la façon suivante :

32 hôtels 0/1* et 4 272 chambres (super économique)

30 hôtels 2* et 3 577 chambres (économique)

17 hôtels 3* et 2 606 chambres (moyenne gamme)

8 hôtels 4* et 2 404 chambres (haut de gamme de la plate forme de Roissy des départements 93, 95 et 77)

L'activité hôtelière du territoire a connu une stabilité globale en 2004 de la fréquentation par rapport à l'année précédente mais une dégradation de ses revenus.

Ainsi les taux d'occupation ont varié de :

- 2,9 points (de 82 à 79,1) pour l'hôtellerie super économique

+ 0,3 points (de 71,1 à 71,4) pour l'hôtellerie économique

+ 1,8 point (de 65,1 à 66,9) pour l'hôtellerie de moyenne gamme

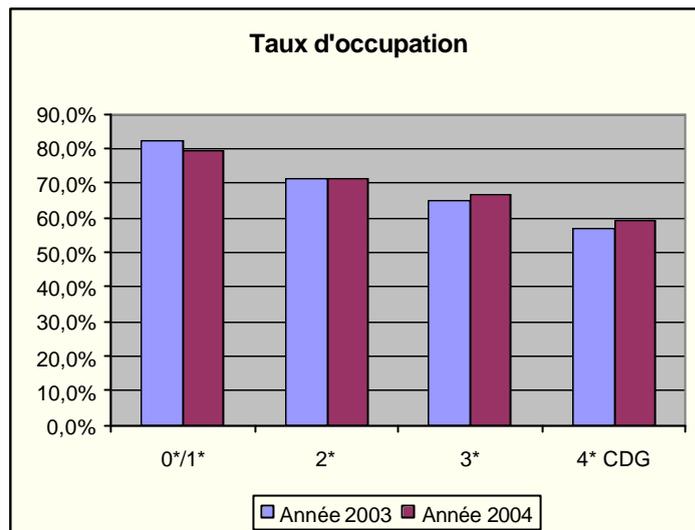
+ 2,2 points (de 56,9 à 59,1) pour l'hôtellerie haut de gamme

Malgré un certain recul qui se poursuit régulièrement depuis l'année 2000 (qui connut un pic d'occupation à 90%), l'hôtellerie super-économique conserve un taux d'occupation assez élevé et régulier, exception faite pour le mois d'août (69,2 %). L'hôtellerie économique se maintient à un bon niveau avec des caractéristiques de saisonnalité assez proches.

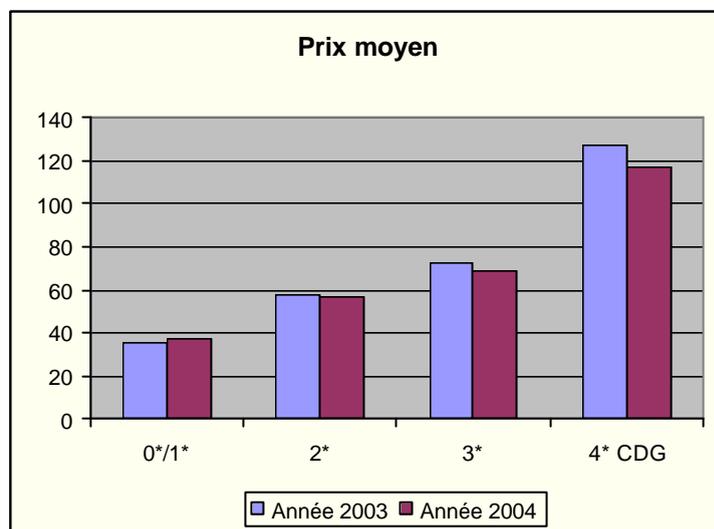
On peut noter la légère reprise de la fréquentation des hôtels moyen et haut de gamme constatée sur les 9 premiers mois de l'année mais qui a connu un net ralentissement au dernier trimestre.

En ce qui concerne la politique des prix, elle a connu en moyenne, une quasi stabilité pour les hôtels 0/1 * (de 36 en 2003 à 37 € en 2004) comme pour les 2 * (de 58 € à 57 €) mais une baisse sensible pour les 3 * et les 4 * (de 73 € en 2003 à 69 € en 2004 et de 127 € en 2003 à 117 € en 2004).

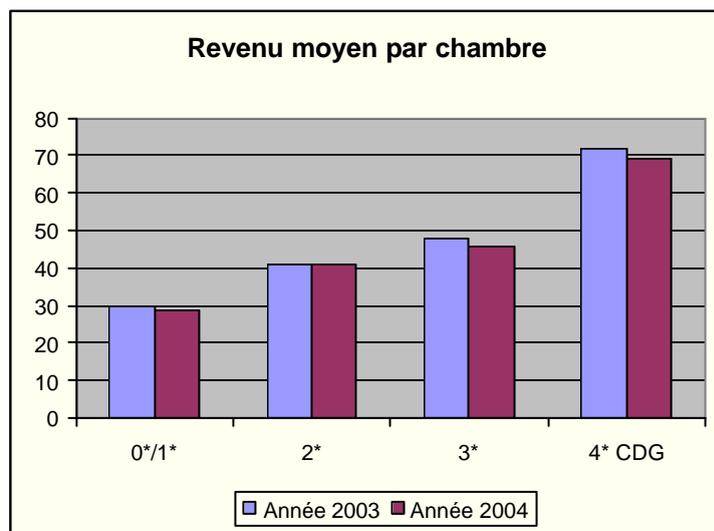
Il en résulte un revenu par chambre qui se dégrade : stable pour l'hôtellerie économique (41 €) il recule pour l'hôtellerie super-économique (de 30 à 29 €), l'hôtellerie de moyenne de gamme (de 48 à 46 €) et l'hôtellerie haut de gamme (de 72 à 69 €)



Source : Comité départemental du tourisme 93



Source : Comité départemental du tourisme 93



Source : Comité départemental du tourisme 93

* l'ensemble des hôtels de la plate-forme de Roissy (départements 95. 77) ont ici été pris en considération

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE

DANS LES TRANSPORTS EN SEINE-SAINT-DENIS

(OCTOBRE 2004 - MARS 2005)

Le secteur du transport routier, après avoir connu une nouvelle période dynamique jusqu'au 3^o trimestre 2004, a rencontré quelques difficultés au cours du dernier semestre.

Les transporteurs font état d'une activité relativement soutenue au 4^o trimestre 2004, dynamisée par une accélération des échanges commerciaux à l'approche des fêtes de fin d'année, et par une demande toujours dynamique du secteur industriel.

En effet, la demande des ménages français en produits manufacturés restait globalement bonne et l'intensification du trafic a encore permis aux transporteurs de limiter les durées d'immobilisation des véhicules. Ceci étant, le manque de visibilité sur l'activité à court terme, avec une majorité de contrats de courte durée, s'est fait plus flagrant dès le mois de novembre 2004.

La situation s'est ensuite dégradée au cours du 1^{er} trimestre 2005, en raison d'une demande en repli du secteur industriel et d'un ralentissement des échanges commerciaux, principalement sur les trajets à l'international. En effet, la concurrence intensive menée par les pays de l'Est devient difficile à gérer en terme de compétitivité-prix, ce qui pousse les transporteurs de Seine Saint-Denis à recueillir de plus en plus de contrats sur les trajets domestiques, se concentrant sur le territoire national.

Les entreprises font toujours état d'importantes difficultés de recrutement de chauffeurs, compensées par du recours à l'intérim, mais le coût élevé de cette pratique pénalise fortement les marges. Les chauffeurs privilégient ce mode de fonctionnement afin de bénéficier de rémunérations plus attractives, et refusent la plupart du temps des postes en contrat à durée indéterminée qui entraîneraient une baisse de leur salaire, sachant que leurs compétences sont très recherchées sur le marché du travail.

Les prix de facturation connaissent à nouveau une progression notable, afin de répercuter la hausse des prix du carburant constatée dans tout le secteur depuis plus d'un an.

De nouvelles revalorisations tarifaires sont attendues suite aux hausses des coûts de revient (fuel, coûts salariaux), mais ces opérations devraient poser problème, en terme de négociation, dans un marché qui sera a priori en retrait, voire stable dans les perspectives les plus optimistes, par rapport à la même période en 2004.





INDICATEURS D'ATTRACTIVITE, D'IMAGE

Indicateurs d'attractivité, d'image

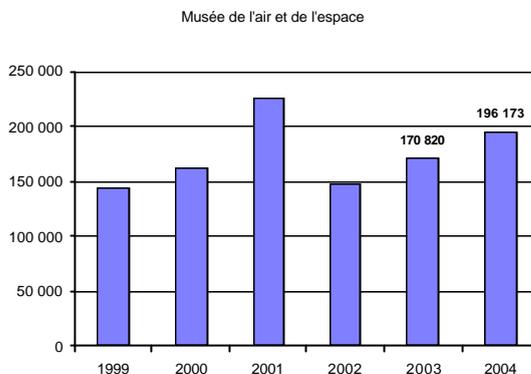
Les principaux sites touristiques d'agrément du département ont connu en 2004 une reprise remarquable de leur fréquentation.

Le Musée de l'air et de l'espace

Le Musée de l'air et de l'espace du Bourget a quasiment atteint l'objectif de 200 000 visiteurs qu'il s'était fixé pour cette année 2004.

Avec un taux de croissance de 15 % par rapport à 2003, venant confirmer un rebond à la hausse de la fréquentation engagée en 2002, il conforte une attractivité retrouvée.

L'enrichissement des collections avec un Boeing 747 présenté dans une « scénographie technologique », l'arrivée du dernier Concorde, une politique de promotion enforcée et l'organisation d'événements originaux ont contribué à accroître et à développer les publics.

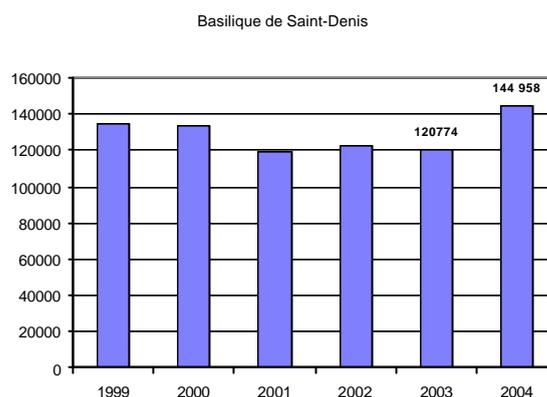


Source : Musée du Bourget

La Basilique Saint-Denis

Après un premier semestre marqué par une fréquentation en nette hausse (+15.5 %) la Basilique royale de Saint-Denis a accru encore sa fréquentation au dernier trimestre avec la présentation de la remarquable exposition Basilique secrète-trésors archéologiques de Saint-Denis. Ainsi ce sont près de 150 000 personnes (soit +17.9 % par rapport à 2003) qui ont été comptabilisées à l'entrée de l'espace réservé à la visite, ce qui constitue le meilleur résultat de la dernière décennie.

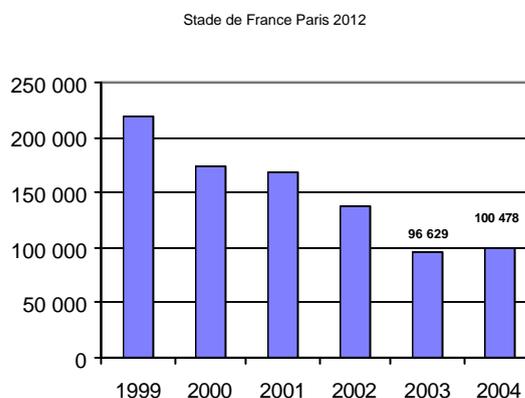
La prolongation de l'exposition temporaire, initialement prévue pour se terminer début mars, jusqu'à la mi-mai permet d'envisager un premier trimestre 2005 de bon niveau.



Source : Caisse des Monuments Historiques

Le Stade de France Paris 2012

Le Stade de France, qui connaissait une baisse constante le nombre de visiteurs depuis l'année record de 1999, a stabilisé sa fréquentation en 2004 et même connu une légère tendance à la hausse. Franchissant à nouveau la barre des 100 000 entrées, c'est une progression de près de 5 % que le site enregistre. Une nouvelle présentation de l'offre avec une découverte à prix unique au lieu de deux circuits, des efforts de communication à destination du grand public et une visibilité redynamisée du grand Stade de France Paris 2012 ont permis de redonner un second souffle à cet équipement phare auquel la nouvelle image de la Seine Saint-Denis est souvent associée.



Source : Stade de France



TRANSFERTS DE SIEGES SOCIAUX

Attractivité de la Seine-Saint-Denis pour les entreprises mesurée par le biais de l'installation de sièges sociaux

De janvier à décembre 2004, 264 sièges d'entreprises se sont installés dans le département tandis que 206 l'ont quitté ; le solde, positif sans discontinuer depuis 4 ans, affiche en outre une nette augmentation année après année, + 32 en 2003, + 58 en 2004.

Comme les années précédentes, il est également à noter qu'en 2004 le nord du département (+ 67 entreprises) présente une attractivité plus forte que le sud (- 9).

Il faut enfin préciser que 146 des entreprises supplémentaires recensées en 2004 en Seine-Saint-Denis (dont 93 au nord) affichent un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 K€, contre 114 (dont 43 au nord) qui ont changé de département.

S'agissant du 1^{er} trimestre 2005, les évolutions présentent les mêmes caractéristiques : le solde entre les arrivants et les partants est de + 16 au nord (dont + 10 sièges importants) et de - 7 au sud (dont - 3).

Source : Banque de France

IMAGE DE LA SEINE-SAINT-DENIS (1)

Enquête d'opinion semestrielle (Cf: note méthodologique)

Principal inconvénient à l'implantation en Seine-Saint-Denis

Pour les entreprises implantées sur le département, les principaux inconvénients à leur implantation sont dans l'ordre :

- les problèmes de circulation/stationnement pour 22%
- les problèmes d'insécurité pour 20%
- l'image du territoire pour 13%
- une fiscalité locale dissuasive pour 12%

Si l'on considère que les problèmes d'insécurité concourent de l'image négative du territoire, alors l'image de leur département constituerait le principal inconvénient que rencontrent les entreprises de Seine-Saint-Denis.

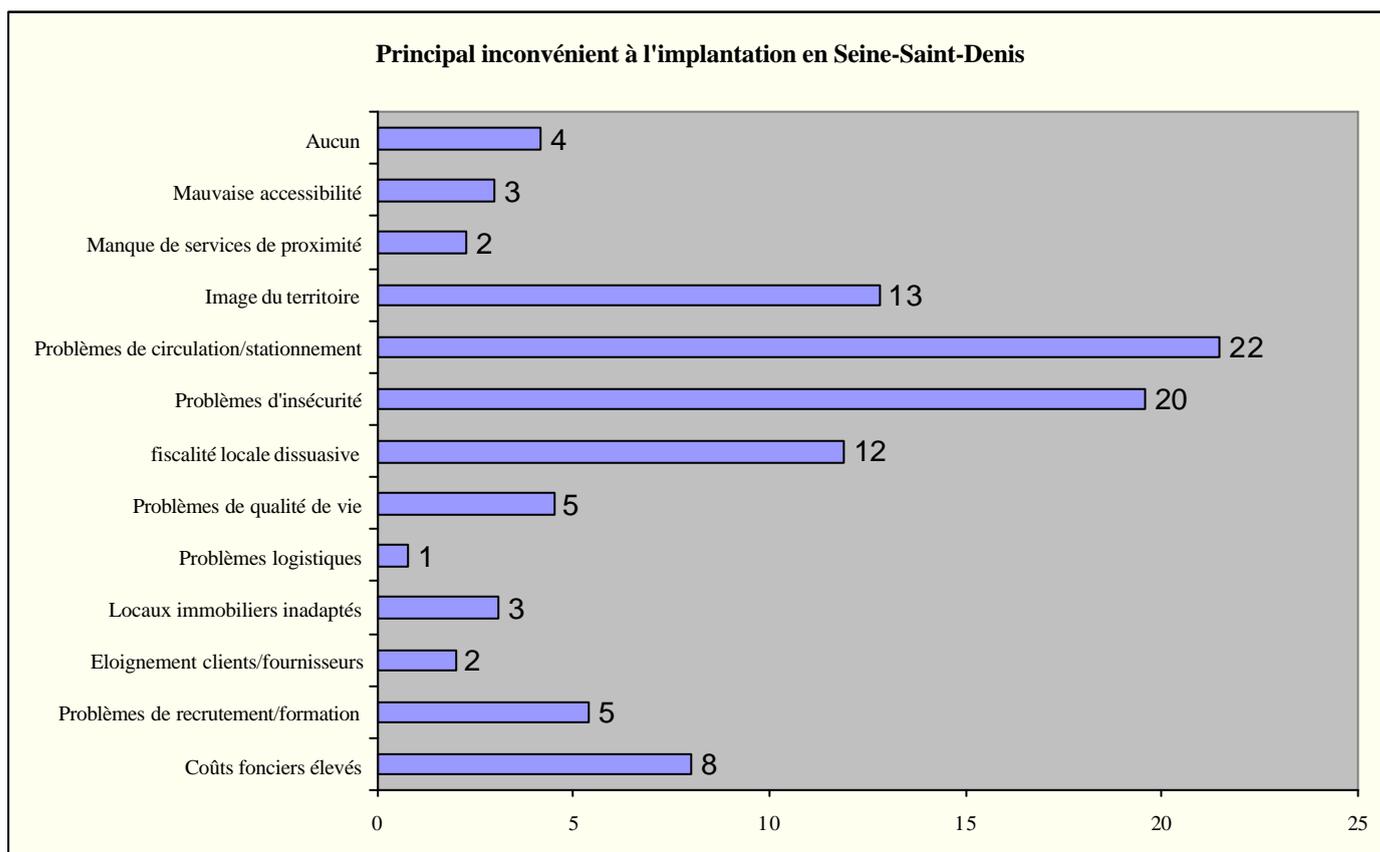


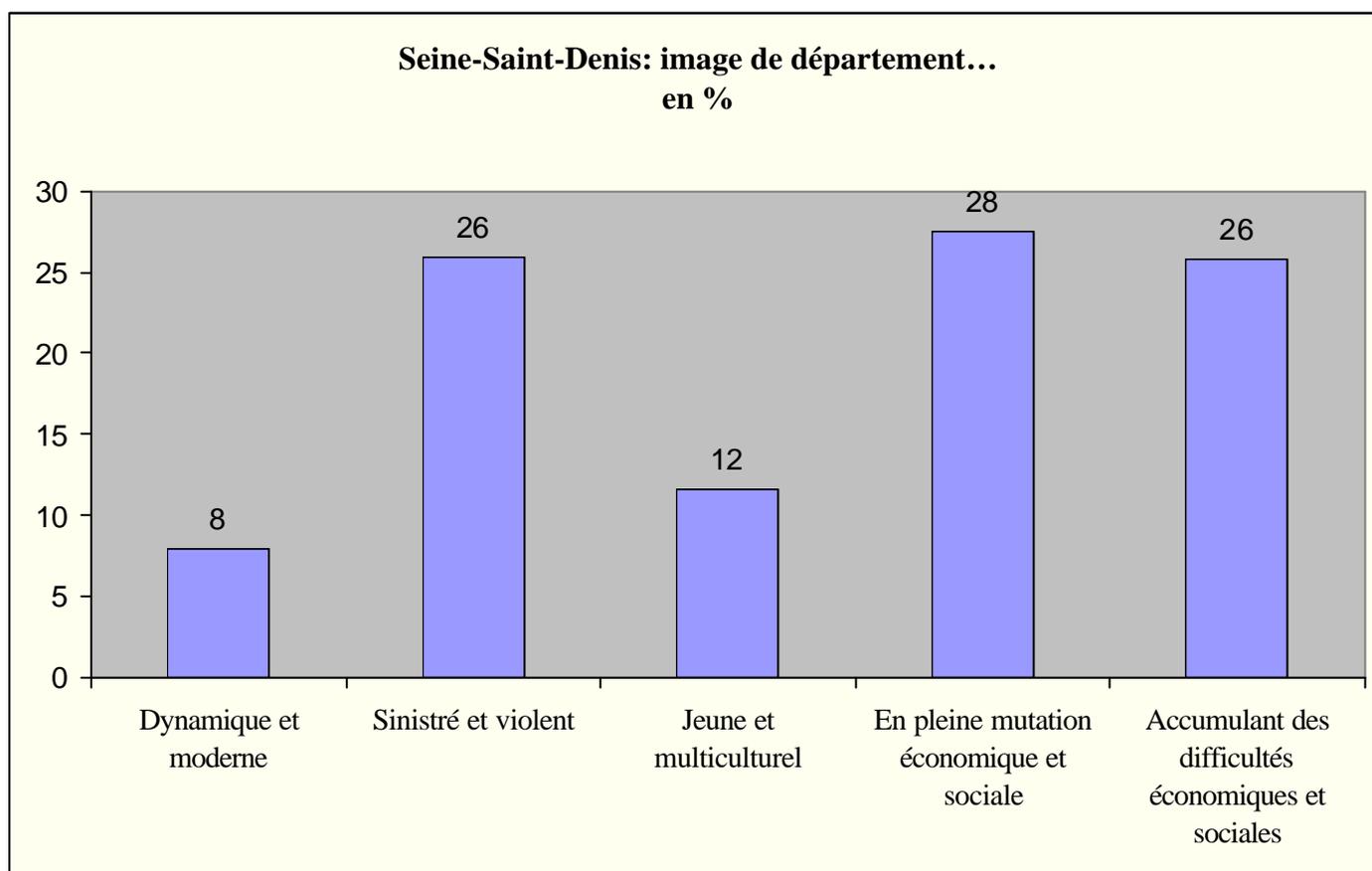
IMAGE DE LA SEINE-SAINT-DENIS (2)

Enquête d'opinion semestrielle (Cf: note méthodologique)

Image du territoire : perception détaillée

26% des entreprises considèrent le département comme un territoire accumulant des difficultés économiques et sociales, mais **28% sont conscientes de l'évolution actuelle du département (en pleine mutation économique et sociale)**.

Par ailleurs, si 26% des entreprises qualifient le département de territoire sinistré et violent, 12% d'entre elles le voient comme **un territoire jeune et multiculturel**.



Source : Médiamétrie/CCIP93



L'EMPLOI



L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM)

Le nombre de DEFM (94696 en catégorie 1) est stable entre décembre 2003 et décembre 2004, par contre progression de Ile de France 1,8% .

En mars 2005, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 est de 94 253 demandeurs d'emplois (il était de 92 910 personnes en mars 2004).

On observe que l'évolution du chômage de longue durée à décembre 2004 en Saint Denis régresse nettement plus qu'en IDF (- 0,61% sur le 93), alors qu'en Ile-de-France elle augmente de + 2,94%.

La catégorie 6 (personnes occupant une activité temporaire de plus de 78 heures dans le mois) est en évolution (+ 18%) et qui reste semblable de l'évolution régionale (+ 18,1%).

On note que l'augmentation la plus forte concerne pour la catégorie 1, les demandeurs de moins de 25 ans (+1,7%).

Cette variation est moins importante de 2 points par rapport à l'évolution constatée pour l'Ile-de-France (+2,7%) .

La population féminine augmente nettement plus que la population masculine (+1,4 % pour les femmes contre - 1,1% pour les hommes).

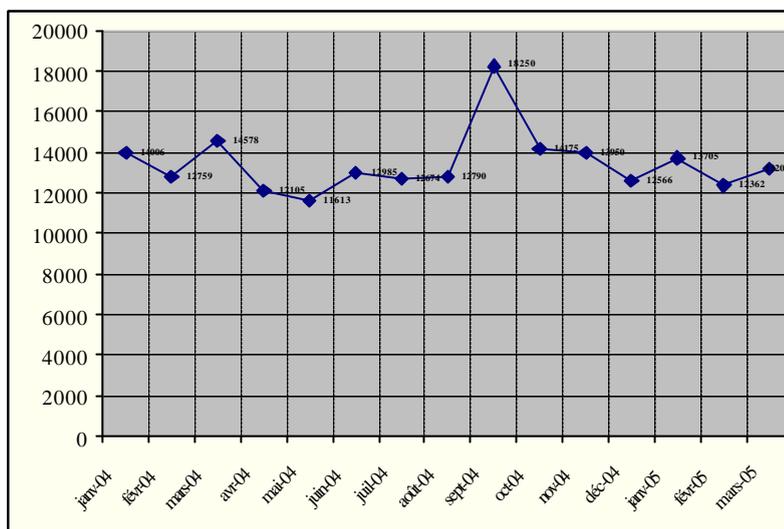
Les plus de 50 ans suivent une légère baisse - 1,6 % en Seine-Saint-Denis contre - 3,1 % en Ile-de-France.

LES TAUX D'EVOLUTION DU CHOMAGE SUR UN AN (décembre 2003 à décembre 2004)

La courbe des taux d'évolution du chômage sur un an tend à diminuer au cours de l'année 2004.

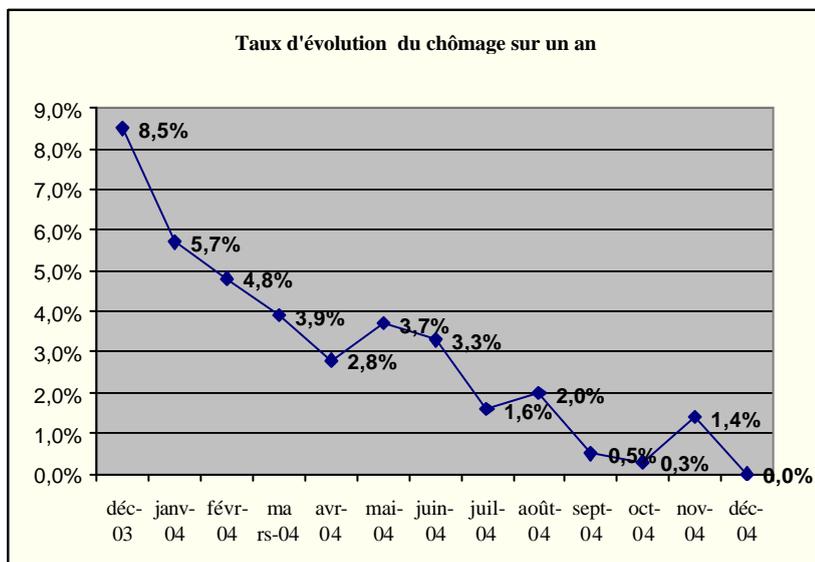
En décembre 2004, le nombre des demandeurs d'emploi retrouve le même niveau que celui de décembre 2003.

Demande d'emplois enregistrée en catégorie 1



Sources : PERSEE et ANPE 93

Taux d'évolution du chômage sur un an





L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

Les offres d'emplois enregistrées (OEE)

En 2004, les OEE (43801) ont chuté de 1,4% en Seine-Saint-Denis. Les offres d'emploi de type A (emploi durable > 6 mois) ont également chuté de 4,3% .

Leur part dans les offres d'emploi totales a baissé de 4,6% point, passant de 55,2% en décembre 2003 à 53,6% à fin décembre 2004.

Pour les offres d'emploi de type B et C, qui correspondent à des emplois temporaires ou occasionnels, l'évolution, en 2004 est de + 2,25%.

On passe de 20 327 contre 19 880 OEE à fin décembre 2003, soit une part 46,41% contre 45,76% à fin décembre 2003.

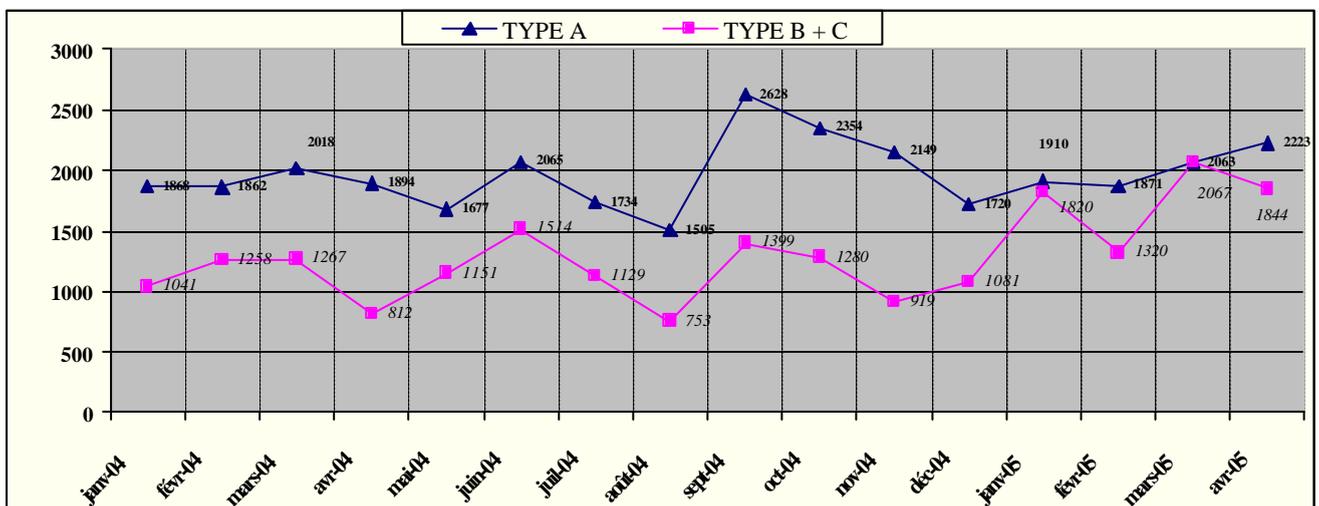
Sur les 4 premiers mois de l'année 2005, on constate une augmentation de 8 % des OEE (19 639 / 18 163). Cette évolution positive concerne surtout les zones centre et ouest du département.

Les secteurs d'activité des services (NAF 74) dont l'intérim, de l'hôtellerie et la restauration, du commerce de détail et de gros, de l'éducation, de l'activité récréative culturelle et sportive, de la construction, de la santé et action sociale, du transport sont les tout premiers secteurs qui recrutent.

Tous secteurs d'activité confondus, c'est la tranche d'entreprises à effectif de 0 à 9 salariés qui est à la recherche de personnels, puis les entreprises de plus de 50 salariés, en troisième rang, arrivent les entreprises de 10 à 49 salariés.

Parmi les métiers les plus recherchés citons : Agent de sécurité et surveillance, agent de stockage, agent de routage, employé polyvalent de restauration, secrétaire bureautique spécialisé, agent de manipulation et déplacement de charges, télévendeur, conducteur livreur, agent d'escale, nettoyeur de locaux, serveur en restauration, cuisinier...

Les offres d'emplois enregistrées





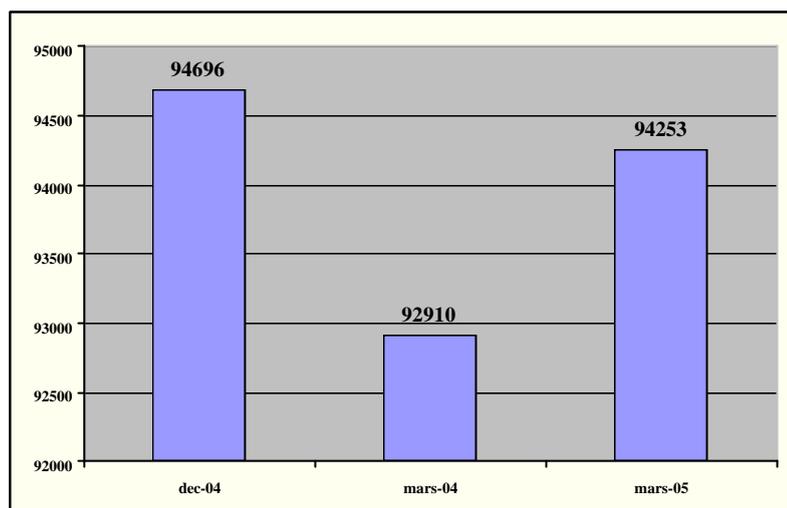
L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

La demande d'emplois en stock (catégorie 1)

Les demandes d'emplois enregistrées

La demande d'emplois de catégorie 1 enregistrée (162451) en 2004 est en augmentation de 2% à décembre.

La progression de la demande d'emplois enregistrée est, à fin décembre 2004 pour le département de Seine-Saint-Denis supérieur de 1 point par rapport à la région Ile-de-France.



Sources : PERSEE et ANPE 93

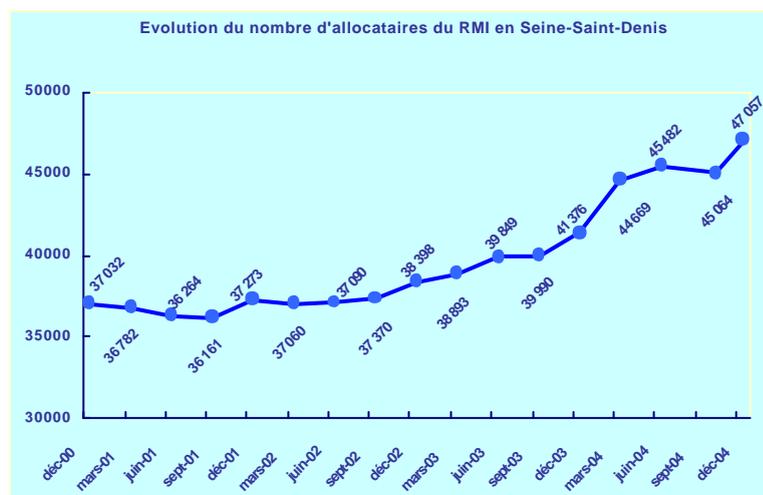
Le nombre d'allocataires du RMI

Le nombre d'allocataires du RMI continue de progresser en Seine-Saint-Denis.

En décembre 2004, on en dénombrait 47 057 contre 45 064 trois mois plus tôt. Soit une augmentation de 4,4%.

Par rapport à décembre 2003, on enregistre 5 681 personnes de plus dans le dispositif, soit une hausse de 14% en 12 mois.

Sur la même période, on observe respectivement, au niveau régional et national, une augmentation d'environ 10 et 9%.



Source : Caisse d'Allocations Familiales

L'EMPLOI : Le marché du travail (4)

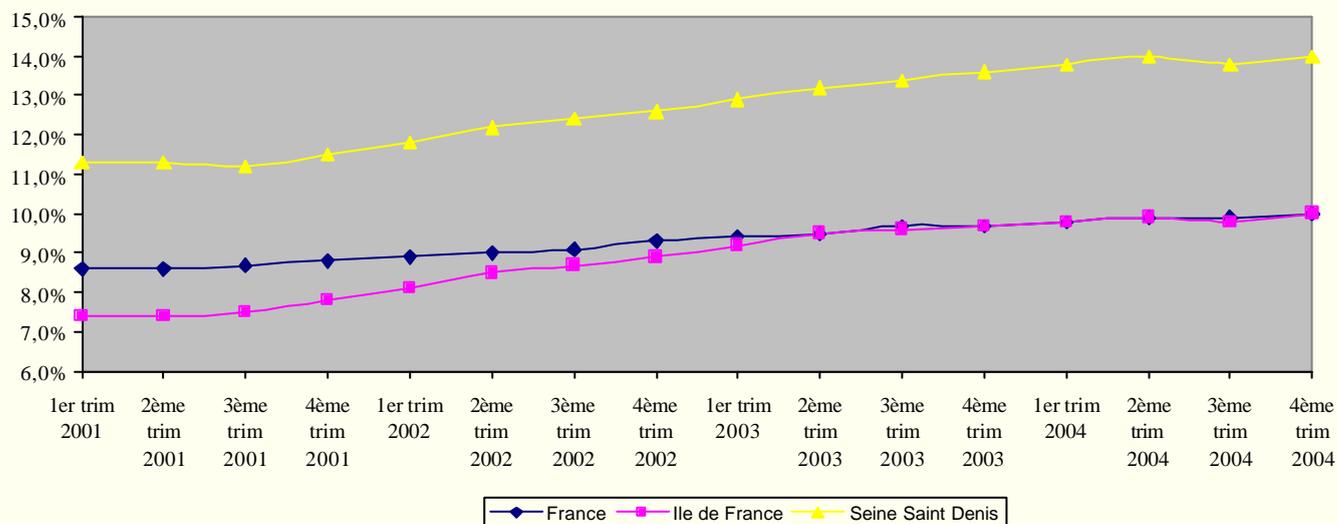
Taux de chômage

A la fin de l'année 2004, le taux de chômage s'élevait en Seine-Saint-Denis à 14% au sens du BIT contre 10% pour l'ensemble régional et 10% en France.

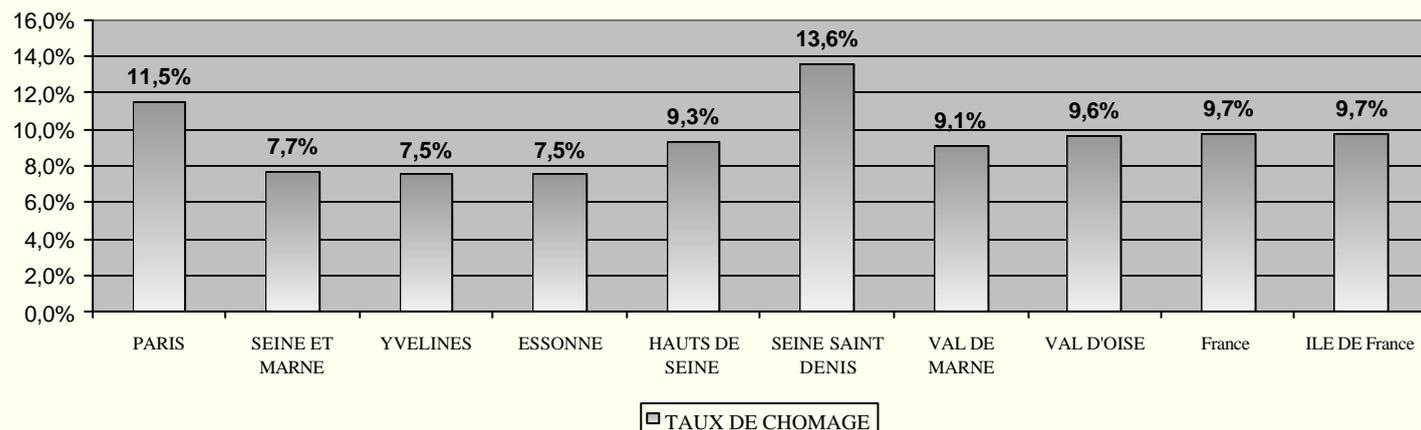
Ce taux reste de plus élevé de la région Ile de France, mais sur un an il s'améliore avec une diminution de 0.1 points. Le département se place au deuxième rang des baisses enregistrées dans la région derrière Paris (-0.3%) et au même niveau que les Hauts-de-Seine (-0.1%).

A l'inverse, les taux de chômage des autres départements connaissent une dégradation à l'exception des Yvelines qui reste stable.

Evolution des taux de chômage à fin décembre 2004



TAUX DE CHOMAGE A FIN DECEMBRE 2003



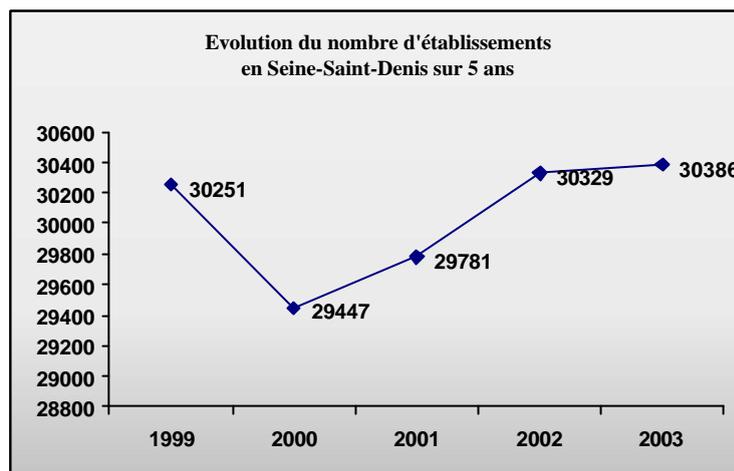


L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (1)

Evolution du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre de 1999 à 2003

Après avoir diminué en 2000, le nombre des établissements de la Seine-Saint-Denis retrouve en 2003 (30 386) un niveau légèrement supérieur à celui de 1999 (30 251).

En 2003, 96,3% des établissements sont composés de moins de 50 salariés, chiffres stables depuis 5 ans.



Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés

L'emploi salarié n'a cessé de croître depuis 1997, dans notre département, passant de 313 543 à 349 434 emplois. Le gain, sur cette période est de 35 891 emplois soit une hausse de 11.4%, ce qui correspond à une progression moyenne annuelle de 1.6% de l'emploi salarié en Seine Saint Denis.

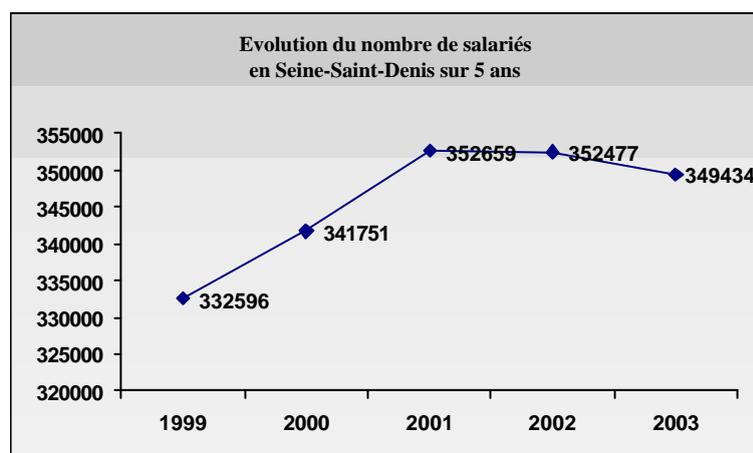
En terme de secteur, l'emploi a reculé dans l'industrie (-9 363) mais il a fortement progressé dans le tertiaire (+ 42 806). Le secteur du BTP a continué de créer des emplois (+2 523).

Cette évolution traduit bien la **tendance à la désindustrialisation de notre département et l'accélération de la tertiarisation des emplois.**

En effet le poids des emplois de l'industrie est passé en 7 ans de 20.6% à 15.8%.

A contrario, le poids du tertiaire a cru nettement passant de 69.9% à 75%.

En terme de territoire, la création d'emploi, sur la période 1997-2003, s'est faite dans les pôles d'activités tertiaires tels que la Plaine St Denis, Roissy / Villepinte et Marne la Vallée.



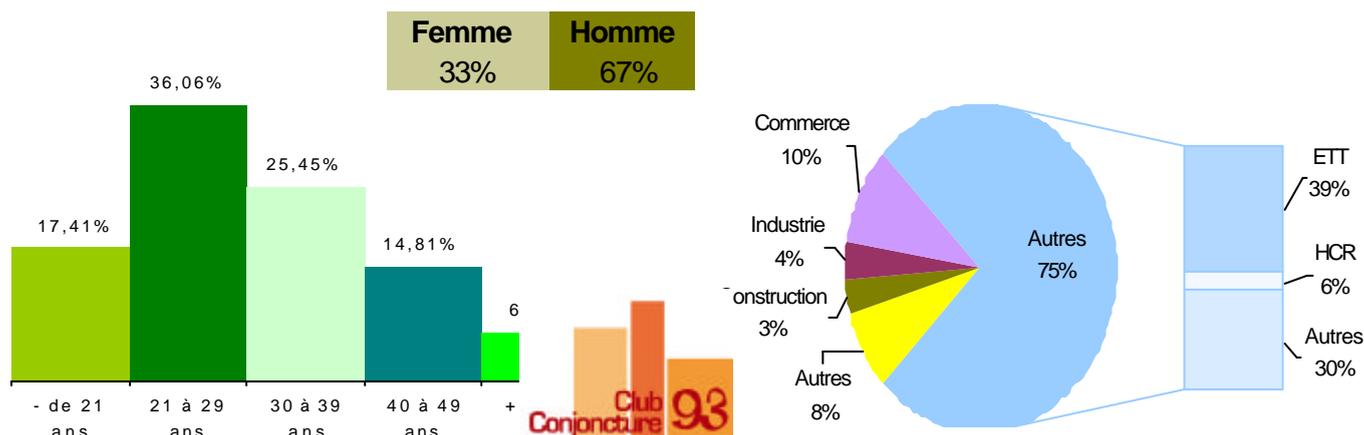
Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (2)

Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge (données 3^{ème} trimestre 2004)

Alors que le 1^{er} semestre 2004 était marqué par une progression sensible, le nombre de DUE a tendance à stagner au 3^{ème} trimestre, suite notamment à des reculs enregistrés dans l'industrie et dans les services aux particuliers. Hausse toujours marquée dans le secteur des services.

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 3 ^{ème} trime 2004	Evolution
SERVICES	Transports	7 051	+ 22,60 %
	Activités financières	1 409	+ 48,32 %
	Activités immobilières	1 283	+ 27,03 %
	Services aux entreprises	69 382	+ 11,13 %
	Services aux particuliers	25 166	- 3,83 %
COMMERCE	Commerce	13 319	+ 6,54 %
INDUSTRIE	Industries agricoles et alimentaires	658	- 4,78 %
	Industries des biens de consommation	2 755	- 54,65 %
	Industrie automobile	342	- 17,99 %
	Industries des biens d'équipement	688	- 14,75 %
	Industries des biens intermédiaires	705	+ 1,00 %
	Energie	195	- 25,86 %
CONSTRUCTION	Construction	4 596	+ 11,63 %
AUTRES	Agriculture, sylviculture, pêche	4	+ 33,33 %
	Education, santé, action sociale	5 314	+ 20,55 %
	Administration	4 681	- 3,78 %
	Inconnue	664	- 89,16 %
	TOTAL	138 212	+ 0,68 %





NOTE METHODOLOGIQUE



DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés,
- la déclaration d'achèvement de travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données.

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- Le champ de l'enquête : l'enquête utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins 5 logements neufs, dont au moins 1 est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- Les mises en vente : on appelle « mises en ventes » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectuées sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

NOMBRE D'ENTREPRISES ARTISANALES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Les chiffres communiqués sont issus des mouvements enregistrés au répertoire des métiers.

La répartition a été faite par code d'activités selon la nomenclature d'activités (NAFA), en fonction de l'ancienne répartition en sept catégories qui à l'avantage d'offrir une meilleure ventilation des activités.

Selon le dernier traitement, les chiffres s'analysent comme suit :

Il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à une date anniversaire (31 décembre 2001, 31 décembre 2002, 31 décembre 2003, 31 décembre 2004 et 31 mars 2005).

ETAT DES CARNETS DE COMMANDES ET DU NIVEAU DES STOCKS PAR RAPPORT AU NIVEAU JUGE NORMAL

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture réalisées mensuellement par les succursales de la Banque de France de Saint-Denis et de Pantin, auprès d'un échantillon représentatif de 48 entreprises industrielles de Seine-Saint-Denis.

Elles concernent uniquement les entreprises du secteur industriel, à savoir les fabricants de biens intermédiaires, de biens de consommation, de biens d'équipement et l'industrie agro- alimentaire.

En sont exclues les entreprises du BTP.



TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

- Chiffre d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.
- TVA brute globale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France (principalement 19,6 % et 5,5 %).
- TVA déductible sur immobilisations : l'exercice du droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise, c'est-à-dire, en termes généraux, des investissements.
- TVA nette due : les données sur la TVA nette due (mais pas forcément payée) sont celles figurant sur les déclarations de TVA. C'est la différence entre la TVA brute et la TVA déductible (TVA sur immobilisation mais aussi sur les biens ne constituant pas des immobilisations).

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture mensuelles de la Banque de France de Seine-Saint-Denis, réalisées auprès de sociétés de transport routier du département réalisant un CA annuel supérieur à 750 000 euros.

IMAGE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse provient de l'exploitation d'une partie des données de l'enquête de conjoncture, enquête d'opinion réalisée tous les semestres par Médiamétrie pour le compte de la CCIP 93.

Les entretiens sous revue ont été conduits par téléphone auprès d'un échantillon de 1 100 dirigeants d'entreprises de moins de 500 salariés du département.

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente)

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est



CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est



SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Catherine BRAULT

Préfecture de la Seine-Saint-Denis

Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81

Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr

Données	Correspondants à contacter
---------	----------------------------

LES MENAGES

Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts	Anne FLOIRAS Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Immatriculations de véhicules particuliers	Catherine BRAULT Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Crédit à l'habitat	Anne FLOIRAS Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m ²	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr
Le volume de la construction des logements neufs	Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr

LA VIE DE L'ENTREPRISE

Mouvements des entreprises	Pierre DANGU Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01.48.95.15.39 / Télécopie : 01.40.30.22.91
Mouvements de l'Artisanat	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers 93 eric.froehlicher@cm-bobigny.fr
Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr

Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01.64.62.75.27 / patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr
-----------------------	---

LA VIE DE L'ENTREPRISE (suite)

La taxe sur la valeur ajoutée	Direction des services fiscaux 93 Jean-Pierre ROUXEL Tél : 01.48.96.53.00 / jean-pierre.rouxel@dgi.finances.gouv.fr
La construction des locaux d'activités	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr
Immatriculations de véhicules utilitaires	Catherine BRAULT Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Crédits aux entreprises	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr

LES SERVICES

Hôtellerie	Dominique WIIK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Transports	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr

INDICATEURS D'ATTRACTIVITE, D'IMAGE

Nombre de visiteurs au Stade de France	Dominique WIIK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace	
Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis	
Transferts des sièges sociaux	Anne FLOIRAS Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Image de la Seine-Saint-Denis (selon les entreprises implantées sur le département)	Alice BENICHOU CCIP 93 Tél : 01.48.95.10.79 Fax : 01.48.95.11.58 Abenichou@ccip.fr

L'EMPLOI

Les demandes d'emplois en fin de mois	Jean-Claude CARROT ANPE Tél : 01.41.60.85.87 / j-c.carrot@anpe.fr
---------------------------------------	---

Le taux d'évolution du chômage sur un an	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrés en fin de mois	Jean-Claude CARROT
Les demandes d'emplois enregistrées	ANPE Tél : 01.41.60.85.87/ j-c.carrot@anpe.fr

L'EMPLOI (suite)	
Les taux de chômage	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
Le nombre de RMIstes	Virgile ADJAH Conseil Général 93 Tél : 01.43.93.86.18 vadjahi@cg93.fr
L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation
L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés	Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
Les déclarations uniques d'embauches	Sylvie HENRY URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01.56.93.24.00 / sylvie.henry@urssaf.fr

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris -Est